

**FOURNITURE, LIVRAISON, INSTALLATION ET MAINTENANCE DE
TÉLÉVISEURS À DESTINATION DES PERSONNES PLACÉES SOUS MAIN
DE JUSTICE EN FRANCE METROPOLITAINE ET CORSE**

Marché n° 24PS5034

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

*Code de la commande publique issu de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret
2018-1075 du 3 décembre 2018*

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES	4
ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE ET VOLUMÉTRIE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3 - FOURNITURE À L'ACHAT OU À LA LOCATION	4
3.1 - SPECIFICITES TECHNIQUES GENERALES	4
3.2 - LOCATION DES TELEVISEURS ET TELECOMMANDES	4
3.3 - ACHAT D'UN TELEVISEUR	5
ARTICLE 4 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES PRODUITS.....	5
4.1 - TELEVISEURS	5
4.2 - CARACTERISTIQUES DES TELECOMMANDES	6
4.2.1 - Télécommandes standards.....	7
4.2.2 - Télécommandes « administrateur »	7
4.3 - SUPPORTS	7
4.4 - CONDUITS	7
4.5 - CORDONS	8
4.5.1 - Cordons de raccordement des téléviseurs	8
4.5.1.1 - Cordons vidéo.....	8
4.5.2 - Prises TV coaxiales.....	8
4.6 - QUALITE DES MATERIELS, MATERIAUX ET SERVICES	8
4.7 - ÉVOLUTION DES MATERIELS.....	9
ARTICLE 5 - PRESTATION D'INSTALLATION	9
5.1 - PRESTATIONS D'INSTALLATION	9
5.2 - CONDITIONS D'EXECUTION LORS DE L'INSTALLATION	9
5.2.1 - Exécution des installations	9
5.2.2 - Organisation des installations.....	10
5.3 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES COMPOSANTS D'INSTALLATION	10
5.4 - PRESTATIONS GENERALES INCLUSES A LA CHARGE DU TITULAIRE	10
5.4.1 - Attendus du titulaire.....	10
5.5 - PRODUCTION DU RELEVÉ PREALABLE SUR SITE	11
5.6 - INSTALLATION DES EQUIPEMENTS	11
5.6.1 - Installation des téléviseurs	11
5.6.2 - Programmation des téléviseurs.....	11
5.6.3 - Programmation des télécommandes	12
5.7 - REGLEMENTATION ET NORMES RELATIVES A L'INSTALLATION	12
5.7.1 - Règlementation	12
5.7.2 - Normes	12
ARTICLE 6 - DÉLAIS DE LIVRAISON	13
6.1.1 - Livraison des téléviseurs et équipements associés	13
6.1.2 - Nouvelle installation.....	13
6.1.3 - Commande de fourniture (hors cas d'une nouvelle installation).....	13
6.1.4 - Commande exceptionnelle	13
ARTICLE 7 - DISCRIMINATION DES CELLULES NON CLIENTES DU BOUQUET DE CHÂÎNES PAYANTES	13
ARTICLE 8 - MAINTENANCE	14
8.1 - PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	14
8.2 - PARC DE MAINTENANCE (SPARE).....	14
8.3 - AUTRES TRAVAUX DE MAINTENANCE	15
8.4 - DESTRUCTION OU DEGRADATION DE TELEVISEURS EN CELLULE	15
8.5 - FIN DE CONTRAT / ENLEVEMENT DU MATERIEL	16
8.5.1 - Continuité de service	16

8.5.2 - Délais d'intervention et de maintenance.....	16
ARTICLE 9 - GARANTIES	16
9.1 - GARANTIE DES OUVRAGES.....	16
9.2 - GARANTIE LIEE A L'ACHAT DES TELEVISEURS ET TELECOMMANDES	17
ARTICLE 10 - LIVRABLES.....	17
10.1 - DOSSIER D'EXECUTION	17
10.2 - DOSSIER DE RECOLEMENT	17
ARTICLE 11 - ANNEXES	17
11.1 - ANNEXE 1 – ETAT GENERAL DU PARC DE LOCATION TV AU 14 MAI 2024.....	17
11.2 - ANNEXE 2 – CALENDRIER DES OUVERTURES ETABLISSEMENTS AU 16 AVRIL 2024	17

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ ET CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

Le présent marché a pour objet la mise à disposition (fourniture, livraison, installation et maintenance) des postes de télévision en détention.

ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE ET VOLUMÉTRIE DU MARCHÉ

Le présent marché couvre les établissements pénitentiaires situés en France métropolitaine et Corse, pour un parc complet de télévisions installées d'environ 48 000 unités (plus SPARE de 15%, cf liste en annexe 1).

Ce marché vise à équiper également les prochains établissements en cours de construction ou à construire selon le calendrier prévisionnel fournit en annexe 2. A noter que le nombre de places indiquées pour ces établissements ne signifie pas qu'il s'agit du même nombre de cellules qui est souvent inférieur. Ce nombre devra être confirmé avec l'administration pénitentiaire avant chacune des ouvertures. A noter également qu'une ouverture d'établissement peut entraîner parfois la fermeture d'un ou plusieurs établissements situés à proximité géographique.

Le marché comprend les prestations suivantes :

- la fourniture en achat ou location de postes de télévisions et télécommandes associées ;
- l'installation et la maintenance des postes de télévisions et composants associés;
- la livraison de tous ces éléments sur tout le territoire national, Métropole et Corse.

ARTICLE 3 - FOURNITURE À L'ACHAT OU À LA LOCATION

3.1 - SPECIFICITES TECHNIQUES GENERALES

Le titulaire fournit en achat ou location les téléviseurs et télécommandes selon les modalités suivantes :

- fourniture sur site et la réparation ou échange, de l'ensemble des téléviseurs et de leurs télécommandes à installer en remplacement des existants ;
- la fourniture, sans surcoût, sur site et la réparation ou l'échange, d'un parc de maintenance (SPARE) jusqu'à 15% des téléviseurs exploités par l'établissement ;
- la fourniture, sans surcoût, sur site et la réparation ou l'échange, d'un parc de maintenance compris de 15% du parc de télécommandes simplifiées exploitées sur chaque site.
- la fourniture sans surcoût, sur site et entretien d'un lot de télécommandes de programmation, équivalent à 2 % des téléviseurs exploités sur chaque site par le personnel de l'administration pénitentiaire;
- la récupération des téléviseurs et télécommandes défectueux, le suivi et la gestion des réparations et échanges, la livraison sur site des équipements réparés ou en remplacement des équipements envoyés.

Dans le cadre de la location des téléviseurs, la réparation, le retour et la livraison sur site ainsi que la programmation du poste de télévision et/ou de la télécommande défectueux est à la charge du titulaire sans limite pour ce qui concerne les pannes pendant toute la durée du marché.

3.2 - LOCATION DES TELEVISEURS ET TELECOMMANDES

La prestation de location de téléviseur et télécommande associée comprend l'ensemble des prestations d'installation, de livraison, de maintenance et d'exploitation précisée au présent CCTP.

En cas d'un nouvel établissement, les prestations définies infra ne sont pas intégrées dans le calcul du prix de la location et feront l'objet d'un bon de commande spécifique :

- fourniture et pose d'un support mural ;
- remplacement d'un support mural ;
- fourniture et pose d'un support additionnel pour un équipement vidéo annexe, fixé au support TV mural principal ;
- fourniture, intégration et pose d'un caisson sécurité anti vandale de protection du poste de télévision ;
- fourniture des cordons, RCA, mini-DIN, et HDMI suivant les besoins et la demande de l'établissement ;
- échange, réparation ou déplacement d'une prise de télévision.

3.3 - ACHAT D'UN TELEVISEUR

En cas d'achat d'un téléviseur, seul le dépannage est pris en compte dans le cadre de la garantie constructeur du matériel.

ARTICLE 4 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES PRODUITS

Conformément aux dispositions figurant à l'article 6 du CCAP, la date de 1ère installation correspondant à la date de 1ère livraison à l'établissement (y compris pour les équipements en spare) doit être inscrite et répertoriée dans l'outil de reporting proposé par le soumissionnaire.

4.1 - TELEVISEURS

Les téléviseurs fournis répondent aux normes en vigueur et présentent, *a minima*, les caractéristiques suivantes :

Diagonale 16/9^{ème} d'écran :	Taille comprise entre 22 et 24 pouces (54 à 61 cm) pour les cellules, Taille comprise entre 28 et 32 pouces pour les salles d'activité
Caractéristique du capot	Transparent pour les téléviseurs en cellule (22 à 24 pouces). Opaque ou transparent pour les autres téléviseurs en salle d'activité (28 à 32 pouces).
Poids	7 kg maximum pour les téléviseurs en cellule et 15 kg maximum pour tous les autres modèles
Taille maximale d'encombrement	Le téléviseur en cellule ne peut excéder 57 cm de largeur hors tout, l'ensemble des composants du téléviseur compris
Plan de fréquence	Mixable permettant notamment le passage aisé d'une chaîne analogique (canal vidéo interne, bouquet satellite ...) à une chaîne numérique à l'aide du bouton « plus » ou « moins » de la télécommande.
Fixation	Murale sécurisée Norme VESA adaptée en fonction de la taille de l'écran et des supports existants
Système de verrouillage	Verrouillage et/ou limitation de volume sonore
	Verrouillage de l'accès à la programmation
	Le système de verrouillage permet de bloquer l'accès au menu de programmation configuration du téléviseur aux PPSMJ et d'accorder cet accès uniquement qu'au gestionnaire TV sur place. Ce système peut être activé (au choix du titulaire) à partir d'une télécommande administrateur « maitre » + mot de passe (PIN à 6 chiffres). Cette télécommande ne doit pas pouvoir être simulée par une télécommande universelle par exemple.
Autres caractéristiques techniques	Prise casque (prise Jack 3,5 mm)
	Mode « hôtel » avec retour possible au mode « grand public » en cas d'achat du téléviseur par le détenu au moment de sa libération.

	Blocage possible des boutons TV : le téléviseur doit tout de même pouvoir fonctionner sans télécommande pour allumer, éteindre, changer de chaînes et le volume sonore.
	Inserts pour fixation pied TV
	Des scellés de sécurité fournis par l'administration pénitentiaire, peuvent être apposés (par le personnel pénitentiaire) sur les ports concernés afin de garantir un moyen de contrôle supplémentaire.
Réseau et Multimédia	<p>La technologie Wi-Fi permettant à un téléviseur de se connecter à un réseau Internet est interdite. Prévoir 2 prises HDMI (TV) et une prise ou adaptateur PériTel. Les ports USB ainsi que tous lecteurs de cartes multimédia, lecteurs de cartes à puce, ports série et réseau Ethernet sont désactivés afin de ne pas permettre de charger un téléphone mobile, de lire ou d'enregistrer des fichiers multimédias.</p> <p>A noter que depuis le déploiement commencé en 2019 de la téléphonie en cellule via une technologie de voix sur IP (norme EuroDocsis) s'appuyant sur le réseau de télédistribution, la très grande majorité des téléviseurs est maintenant connectée directement sur le téléphone, via une prise coaxiale dédiée. Le cordon de raccordement dispose d'un connecteur de type fiche F femelle à visser côté téléphone (Référence TELESTE CA-009E/30).</p>
Particularités liées aux téléviseurs	<ul style="list-style-type: none"> - doivent permettre un contrôle visuel direct et sans outil par l'agent pénitentiaire, de l'intérieur du téléviseur. - doivent être équipés d'un dispositif permettant de constater avec certitude par un contrôle visuel l'ouverture par un détenu (ce dispositif est décrit précisément dans la fiche technique). Ce dispositif n'est pas destiné à empêcher l'ouverture du poste mais simplement à pouvoir vérifier rapidement que le poste a été ouvert - doivent être compatibles avec la norme H.265/HEVC ou supérieure.
Résistance aux chocs et étanchéité	Les dalles des écrans peuvent être protégées par un système transparent ne dégradant pas la qualité de l'image ou n'abaissant pas le niveau sonore de la télévision pour une meilleure résistance aux chocs de la dalle. La fiche technique précise alors l'indice IK ainsi que la norme NF de résistance aux chocs de ses équipements
Axe de visibilité	La dalle du téléviseur et le système de protection doivent permettre une bonne visibilité, quel que soit l'angle de vision (mini 170/170 h/v). Les téléviseurs peuvent être installés de diverses manières dans les cellules. L'angle de vision peut être également très différents entre les détenus d'une même cellule.

4.2 - CARACTERISTIQUES DES TELECOMMANDES

Les télécommandes standards (d'origine) fournies par le constructeur du téléviseur peuvent être transmises aux détenus à condition que l'accès aux fonctions de programmation et de configuration du téléviseur soit inopérant.

Deux types de télécommandes doivent être mis à disposition pour permettre :

- une programmation pour un accès restreint à destination des détenus via une télécommande standard ;
 - une programmation pour un accès étendu à toutes les fonctionnalités et aux réglages, à destination exclusive de l'exploitant et de l'Administration Pénitentiaire sur une télécommande « administrateur ».
- Les télécommandes sont fournies avec les piles.

4.2.1 - Télécommandes standards

Les caractéristiques attendues des télécommandes « standards » doivent permettre :

- d'allumer ou éteindre le poste à distance ;
- d'augmenter ou diminuer le volume (dans la limite imposée par le système de verrouillage) ;
- de couper le son ;
- de changer de programmes (boutons + et – et accès direct aux chaînes via le pavé numérique) ;
- de permettre l'accès aux entrées vidéo (console de jeux, lecteur DVD, ...) ;
- de permettre d'activer la fonction « audiodescription » ;
- de permettre de passer du mode de réception analogique au mode de réception numérique.

Toutes les autres fonctions de la télécommande doivent être inaccessibles.

4.2.2 - Télécommandes « administrateur »

Les télécommandes « administrateur » ou « maître » disposant d'un accès étendu, sont configurées de façon à permettre un réglage rapide des téléviseurs par le personnel de l'Administration Pénitentiaire.

4.3 - SUPPORTS

Les supports sont conformes au standard VESA) et adaptés aux dimensions des téléviseurs et aux supports déjà installés, sur lesquels ils sont fixés au dos.

Les supports doivent être adaptés aux télévisions fournies pour les bâtiments non équipés de fixations murales.

Pour les bâtiments déjà munis de supports, le titulaire doit fournir des téléviseurs adaptables, ou effectuer les modifications nécessaires pour une fixation optimale de la télévision.

Le téléviseur doit être fixé au support avec un système sécuritaire de façon à ce que seul le personnel référent de l'Administration ou un prestataire puisse enlever le poste du support, soit par une clé spéciale soit par un verrouillage sécurisé.

L'ensemble « fixations et supports » ne doit pas pouvoir supporter une charge supérieure à 40kg.

Selon la configuration des cellules, de manière à rendre visible le téléviseur par tous les occupants, les supports doivent être de types suivants :

- inclinables en offrant une inclinaison réglable maximale d'au moins 15° vers le haut et vers le bas ;
- orientables selon un angle maximal réglable de 45° vers la gauche et vers la droite ;
- inclinables et orientables selon les angles requis ci-dessus.

4.4 - CONDUITS

Les conduits éventuellement nécessaires à l'installation des cordons sont fixés par collier sur embase fixée par scellement à sec, à raison de trois fixations par mètre. Les conduits sont en PVC de type IRO et d'un diamètre interne de 20 mm et doivent assurer un recouvrement du cordon sur toute sa longueur depuis la prise TV jusqu'au téléviseur, y compris lors des changements de direction.

Les extrémités du conduit doivent être obturées après passage du cordon, à l'aide d'une mousse expansée à durcissement rapide.

4.5 - CORDONS

4.5.1 - Cordons de raccordement des téléviseurs

La longueur des cordons coaxiaux ou baluns fournis avec la télévision est adaptée et déterminée avec l'établissement. Ils sont fournis à l'installation avec le téléviseur selon le besoin identifié lors du relevé sur site.

Les cordons coaxiaux doivent avoir les caractéristiques minimales suivantes :

- 100% de recouvrement ;
- Enveloppe PVC ;
- Connectiques thermo soudées au câble adaptées d'une part aux prises TV de l'établissement et d'autre part aux téléviseurs.

4.5.1.1 - Cordons vidéo

A la demande de l'établissement, le titulaire fournit dans les longueurs requises par l'Établissement, des cordons vidéo de type HDMI, RCA ou mini-DIN avec des connectiques thermo soudées au câble, suivant besoins.

4.5.2 - Prises TV coaxiales

Les prises TV coaxiales qui devront éventuellement être fournies en remplacement de prises existantes, présentent les caractéristiques minimales suivantes :

- être intégrables dans des boîtiers en saillie ou des pots encastrés au format standard Mosaic ;
- être de type anti vandale ;
- 2 sorties à connectiques IEC mâle et femelle ;
- sortie FM supportant la bande de 87 à 108 MHz ;
- sortie TV supportant la bande de 5 à 65 MHz et de 108 à 862 MHz ;
- perte maximale de 1 dB sur les sorties ;
- capot de blindage à l'arrière de la prise avec reprise de la tresse du câble coaxial ;
- cordon/ balun.

4.6 - QUALITE DES MATERIELS, MATERIAUX ET SERVICES

Les composants proposés et installés sont tous de la plus haute qualité et obligatoirement conformes aux normes en vigueur et aux prescriptions techniques du présent document.

La permanence du service de télévision en cellule est en enjeu important. Le titulaire fournit un téléviseur fiable permettant de contenir les interventions du personnel de l'administration pénitentiaire.

Tous les équipements installés doivent être conformes à l'offre du titulaire.

Les installations sont réalisées par un personnel qualifié.

Toute défectuosité ultérieure de fonctionnement qui s'avère être due à une mauvaise qualité des composants (hors téléviseur) ou à un défaut de mise en œuvre, fait l'objet d'une remise à niveau intégrale de l'installation à la charge du titulaire sur simple injonction de l'administration pénitentiaire sans autre procédure.

4.7 - ÉVOLUTION DES MATERIELS

Le titulaire a la faculté de proposer, en cours d'exécution du marché, de remplacer les modèles de poste de télévision en raison des évolutions techniques à condition qu'il n'en résulte ni augmentation de prix, ni altération qualitative.

ARTICLE 5 - PRESTATION D'INSTALLATION

5.1 - PRESTATIONS D'INSTALLATION

Les téléviseurs peuvent être installés des manières suivantes :

- sur du mobilier dans la cellule ;
- sur support mural ou étagère au-dessus de la porte de la cellule ou en hauteur, pour donner de la visibilité à tous les détenus dans les cellules multiples (lits superposés).

Dans le cas d'une pose du téléviseur sur du mobilier en cellule, l'équipement doit être suffisamment équilibré et stable afin de pouvoir tenir sur une table en position verticale. Le pied central est recommandé.

Les prestations d'installation prévoient la programmation ainsi que la mise en service des téléviseurs et télécommande disponibles sur site.

Elles sont définies de la manière suivante :

- la fourniture des cordons, des supports TV, des prises TV et des conduits des cordons, en cas de prise endommagée ou de changement d'emplacement du téléviseur ;
- l'installation des supports de téléviseurs de type inclinable, orientable ou inclinable et orientable si pas présent, dégradé ou non conforme avec les prescriptions du marché ;
- l'installation des téléviseurs et des cordons de raccordement au réseau de télédistribution présent en cellule ou en salle d'activité ;
- dépose et évacuation des anciens supports si dégradés ou non conformes aux prescriptions du marché ;
- dépose et évacuation, ou mise à disposition de l'établissement si celui-ci le demande, des anciens téléviseurs ;
- déplacement éventuel d'un support.

Le remplacement de prises TV défectueuses peut être confié au titulaire, uniquement en cas de nouvelle installation

Le titulaire utilise les téléviseurs et télécommandes retenus par l'administration pénitentiaire dans le cadre de ce marché national et mis à disposition dans chaque établissement.

5.2 - CONDITIONS D'EXECUTION LORS DE L'INSTALLATION

5.2.1 - Exécution des installations

Le titulaire remet des installations complètes, en parfait ordre de marche et répondant intégralement aux impératifs d'exploitation.

En conséquence, il ne pourra sous aucun prétexte faire ultérieurement état d'omissions, erreurs ou mauvaises interprétations du dossier pour se dispenser de fournir ou d'installer une partie d'équipement dont l'absence mettrait en cause le fonctionnement des installations dans leur intégralité ou encore justifierait une demande de supplément de prix.

Le fait pour le titulaire de respecter les clauses des pièces écrites ne saurait en aucun cas le soustraire à sa pleine et entière responsabilité d'entrepreneur.

Le titulaire a l'obligation de communiquer par écrit à l'administration pénitentiaire (courriel avec AR recommandé), toute réserve qu'il pourrait émettre quant à des défauts de conformité de dispositifs ou d'installations relevant ou non de sa prestation mais dont il prendrait connaissance lors de l'exécution des installations, que ces défauts concernent ou non sa propre réalisation.

5.2.2 - Organisation des installations

Le titulaire doit, dans le cadre des opérations d'installation, prendre toutes dispositions utiles afin de :

- préserver de tout accident le personnel de chantier et de toute personne présente dans la zone de travaux ;
- protéger contre le risque de détérioration l'ensemble du matériel, le mobilier, les murs, sols et plafonds du bâtiment ;
- maintenir, pendant tout le cours de leurs installations, l'ordre dans le chantier, par le rangement de leur matériel, déchets et emballages vides résultant de leurs installations ;
- assurer, une fois les installations achevées, l'enlèvement de tous les appareils, matériels ayant servi au montage et aux essais et le nettoyage complet du chantier et de tous les locaux concernés ;
- respecter les règles d'accès aux différents bâtiments, espaces et locaux des établissements pénitentiaires ;
- prendre en compte toutes les sujétions indiquées par le Maître d'Ouvrage et son Maître d'œuvre.

Le titulaire se charge de toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de leurs installations, ainsi que de toutes les sujétions de sécurité pour assurer la protection et la signalisation vis-à-vis des tiers. Par ailleurs, il veille au respect par son personnel des règlements spécifiques de l'Administration Pénitentiaire.

5.3 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES COMPOSANTS D'INSTALLATION

En cas de modifications par rapport à l'offre initiale, le titulaire doit présenter tous les composants, cordons et équipements ainsi que leurs fiches techniques, pour validation auprès de l'administration pénitentiaire, avant leur installation.

Tout équipement non-validé qui serait posé par le titulaire, sera remplacé aux frais de ce dernier par un équipement validé.

5.4 - PRESTATIONS GENERALES INCLUSES A LA CHARGE DU TITULAIRE

5.4.1 - Attendus du titulaire

Le titulaire doit :

- réaliser des relevés préalables sur site, pour la prise en compte des contextes et contraintes d'installation propres à chaque Établissement ;
- réaliser des dossiers d'exécution et de récolement des installations conformément aux prescriptions de ce document ;
- réaliser l'exécution de tous percements, scellements, encastresments, dans tous les planchers et parois nécessaires à l'installation, après accord préalable de l'établissement ;
- procéder au nettoyage et l'évacuation des locaux des emballages et de tout détrit et anciens équipements, inhérents aux prestations à réaliser ;
- protéger les ouvrages existants ;

- respecter toutes les règles imposées par l'administration pénitentiaire, pour accéder à l'établissement et aux lieux des installations ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité réglementaires pour la protection des personnels ;
- assurer toutes les coordinations, avec l'administration pénitentiaire ainsi qu'avec tout autre intervenant concerné par les prestations à la charge du titulaire ;
- effectuer tous les déplacements inhérents à l'exécution des prestations.

Le titulaire reste responsable des conséquences que peuvent avoir ses installations sur la solidité des constructions, traces ou fissures qui peuvent apparaître par la suite, ainsi que des accidents que ses installations peuvent directement ou indirectement provoquer.

5.5 - PRODUCTION DU RELEVÉ PREALABLE SUR SITE

Le relevé (ou dossier d'exécution) concerne les points suivants :

- les quantitatifs de téléviseurs à échanger ;
- les tailles et modèles de téléviseurs que l'établissement souhaite utiliser ;
- les différents modes d'implantation des téléviseurs existants dans les locaux ;
- les types et quantitatifs de supports souhaités par l'Établissement et en fonction des conditions de visualisation du récepteur TV ;
- le plan de fréquence de diffusion des chaînes TV sur l'antenne collective de l'Établissement ;
- les longueurs de cordons et quantitatifs souhaités par l'établissement en complément ou en remplacement des cordons existants ;
- les quantitatifs de cordons vidéo souhaités par l'Établissement ;
- les éventuels changements d'emplacement des téléviseurs souhaités par l'Établissement ;
- les éventuels remplacements de prises TV détériorées à prendre en charge à la demande de l'Établissement.

Pour le cas particulier des prises TV, le titulaire doit prendre toutes les précautions d'usage afin de ne pas nuire au bon fonctionnement de la téléphonie présente en cellule.

5.6 - INSTALLATION DES EQUIPEMENTS

5.6.1 - Installation des téléviseurs

Le titulaire entrant est tenu d'assurer la programmation des téléviseurs et de leurs télécommandes ainsi que de la dépose des supports muraux, des téléviseurs et des prises murales exclusivement affectées aux téléviseurs et cordons défectueux ou inadaptés aux nouveaux téléviseurs.

Tout ou partie des programmes diffusés sur le site (en numérique ou analogique) seront mémorisés sur les téléviseurs, y compris le canal local existant ou futur, si son canal de diffusion est connu.

Le titulaire configure le téléviseur en mode "Hôtel" (verrouillage du menu « programmation », du port USB et limitation du volume maximum autorisé).

5.6.2 - Programmation des téléviseurs

Le titulaire livre des téléviseurs dont les ports de communications sont désactivés tels que :

- Les ports USB ;
- Les ports de lecture de Smart card ;
- Lecteur de carte à puce ;
- Les ports série et réseau Ethernet.

Le titulaire doit s'assurer de la bonne désactivation de ces ports, lors de la programmation ou lors de la vérification du bon fonctionnement du téléviseur au moment de son installation. Des scellés de sécurité fournis par l'administration pénitentiaire, pourront être apposés (par le personnel pénitentiaire) sur les ports concernés afin de garantir un moyen de contrôle supplémentaire.

L'administration se réserve la possibilité de demander au titulaire d'activer ces ports durant l'exécution du marché au regard de ses nouveaux besoins.

5.6.3 - Programmation des télécommandes

Les télécommandes standards sont programmées afin que seules les fonctions suivantes soient activées :

- mise en veille et marche du téléviseur ;
- baisse et hausse (et coupure) du volume jusqu'au seuil maximal programmé ;
- choix du programme de télévision visualisé ;
- activation de la réception vidéo locale, pour les détenus disposant d'un terminal vidéo local telle qu'une console de jeux ;
- activation possible de la fonction « Télétex » ;
- activation possible des fonctions de sous-titrage pour sourds et malentendants.

Toutes les autres fonctions du téléviseur sont désactivées tant sur les boutons de commande du téléviseur que sur sa télécommande.

Quelques télécommandes de programmation « administrateur » sont laissées à l'usage du personnel pénitentiaire, permettant d'accéder à toutes les commandes des téléviseurs.

5.7 - REGLEMENTATION ET NORMES RELATIVES A L'INSTALLATION

5.7.1 - Règlementation

Les installations sont exécutées suivant les règles de l'art, avec du matériel de qualité reconnue.

Les normes et règlements suivants doivent être respectés lors de l'exécution des tâches d'installation et de maintenance/exploitation :

- Règlements de l'Administration Pénitentiaire ;
- Recommandations des constructeurs des équipements ;
- Décrets, arrêtés, règlements et normes concernant les prestations à réaliser, en vigueur à la date de la soumission ;
- Règlements nationaux et européens concernant l'élimination des déchets dans le cadre du respect de l'environnement et du développement durable ;
- Décrets fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- Fonctionnalités et caractéristiques requises dans le présent document.

5.7.2 - Normes

- Norme NFC 12.100, additifs et décrets s'y rattachant, relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- Norme NFC 12.200 relative à la protection contre les risques d'incendie ;
- Normes NFC 90.125 Version 2 et aux normes associées, relatives aux composants, à la réception et à la télédistribution en Radiofréquence (RF) de programmes audiovisuels terrestres et satellites ;
- Normes NFC 90.130 et 90.131 relatives aux câbles coaxiaux ;
- Norme de résistance aux chocs NF EN 50102.

Le candidat s'engage à respecter les normes en vigueur durant toute l'exécution du marché.

ARTICLE 6 - DÉLAIS DE LIVRAISON

6.1.1 - Livraison des téléviseurs et équipements associés

Les délais de livraison sont ceux indiqués dans le présent CCTP pour les délais maximum et ceux inclus dans l'offre du titulaire, à compter de la date de réception du bon de commande.

6.1.2 - Nouvelle installation

Pour toute première installation au sein d'un établissement, l'achèvement des travaux d'un parc de cinq-cents (500) téléviseurs maximum (équipements associés compris), doit être réalisé dans les délais pour lesquels il s'engage sans dépasser quatre (4) semaines calendaires.

Ce délai est porté à six (6) semaines calendaires maximum pour les EP de plus cinq-cents (500) téléviseurs.

En cas de dépassement dudit délai, le titulaire se voit appliquer les pénalités définies à l'article du CCAP.

6.1.3 - Commande de fourniture (hors cas d'une nouvelle installation)

Pour toute commande ultérieure à la première installation, le titulaire livre les fournitures dans un délai maximal de quinze (15) jours.

En cas de retard dans la livraison des téléviseurs et équipements, le titulaire se voit appliquer les pénalités définies à l'article du CCAP.

6.1.4 - Commande exceptionnelle

Au titre du présent marché, le titulaire peut recevoir des commandes dites « volumes importants », dans ce cas, les livraisons s'effectuent dans les délais communiqués dans l'offre du titulaire ou ceux convenus lors de l'émission du bon de commande.

Les pénalités applicables dans ce cas sont celles définies à l'article du CCAP.

ARTICLE 7 - DISCRIMINATION DES CELLULES NON CLIENTES DU BOUQUET DE CHÂÎNES PAYANTES

Le titulaire assure la bonne gestion de la transmission des chaînes de télévisions. Il s'assure que chaque téléviseur transmette l'ensemble des chaînes gratuites de la TNT.

Le titulaire s'assure que les téléviseurs achetés ou loués par un détenu, client d'un bouquet de chaînes payantes, fournissent les chaînes appropriées.

Selon la demande des établissements, les téléviseurs achetés ou loués, par un détenu qui ne serait pas client d'un bouquet de chaînes payantes (via satellite), ne doivent pouvoir transmettre que les chaînes gratuites.

Le titulaire met en œuvre une solution pour que seuls les clients du bouquet de chaînes payantes les reçoivent. La liste des téléviseurs concernés par la réception en cellule d'un bouquet payant sera transmise par les établissement concernés.

ARTICLE 8 - MAINTENANCE

Le titulaire assure les prestations de maintenance des téléviseurs et équipements loués pour la durée du marché sans surcoût pour l'administration.

L'antenne collective et les réfections de surface liées à la dépose des anciens supports TV n'entrent pas dans la maintenance assurée par le titulaire.

8.1 - PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Dans le cadre de la location des téléviseurs le titulaire prend à sa charge, les prestations de maintenance suivantes :

- la fourniture sur site et maintien d'un lot de cordons coaxiaux (ou baluns) de différentes longueurs, pour l'ensemble des téléviseurs connectés sur chaque site avec 20% de cordons supplémentaires ;
- la fourniture sur site et maintien d'un lot de supports TV muraux, équivalent à 3% des supports installés ;
- la reprogrammation des téléviseurs et/ou des télécommandes (selon les deux configurations types) ;
- il assure le remplacement des téléviseurs défectueux et/ou des télécommandes défectueuses ;
- le remplacement des cordons coaxiaux défectueux ;
- le remplacement d'un support TV ;
- le remplacement d'une prise TV, selon l'organisation de l'établissement ;
- l'identification de l'origine de la panne, en effectuant si nécessaire des tests à l'aide d'un mesureur de champs sur la prise TV ;
- la prise en charge et le suivi des demandes d'intervention de l'établissement.

Les transports de matériels à effectuer ou les frais de déplacement du personnel du titulaire, ou de ses partenaires industriels et commerciaux dans le cadre de la maintenance sont à la charge du titulaire en France métropolitaine (Corse incluse).

Dans le cadre de la location, le titulaire prend à sa charge les prestations de dépannage qui consistent notamment à effectuer :

- l'ensemble des réparations, échanges et réinstallations nécessaires, lorsque l'un des équipements fournis s'avère défectueux ou est endommagé ;
- le remplacement des téléviseurs, à l'aide des téléviseurs en spare à disposition de l'Établissement, en cas de panne de ces derniers ;
- la reprogrammation des téléviseurs et des télécommandes à disposition de l'Établissement ;
- les prises en charge, suivis et déplacements inhérents aux demandes d'intervention pour maintenance ;
- les mesures éventuelles à la prise de branchement du téléviseur, afin de vérifier la conformité des signaux délivrés par l'antenne collective à la prise et de prévenir l'Établissement en cas de non-conformité des signaux.

Les dépannages d'urgence (changement du poste de télévision) sont essentiellement réalisés par les personnels de l'administration pénitentiaire, à l'aide des équipements en spare à disposition de l'Établissement, charge au titulaire de renouveler et de compléter ce stock d'équipements, conformément aux prescriptions du présent cahier des charges.

Les interventions pour dépannage et le rétablissement du service doivent être réalisés par le titulaire dans les délais imposés par le présent document et dans son offre.

8.2 - PARC DE MAINTENANCE (SPARE)

Dans le cadre de la location des téléviseurs et des télécommandes, le titulaire fournit et/ou stocke dans ses locaux sans surcoût pour chaque établissement, jusqu'à 15% du parc TV installé. Ce pourcentage peut être ajusté

à la hausse ou à la baisse et est vu conjointement entre l'établissement pénitentiaire et le fournisseur, selon la localisation de l'établissement par rapport aux locaux du titulaire.

Le titulaire prévoit également dans ses locaux et sans surcoût le réassort de son propre stock de téléviseurs et de pièces détachées afin d'être en mesure de garantir un niveau de stock suffisant aux établissements.

Ce parc de maintenance des téléviseurs doit permettre la continuité du service auprès des personnes détenues. Il est maintenu par le titulaire pendant toute la durée du marché. Si le téléviseur en cellule est défectueux, le stock tampon doit permettre le remplacement immédiat de celui-ci, afin qu'il n'y ait aucune interruption de service en cellule.

Le parc de cordons coaxiaux (ou baluns) ne peut être inférieur à 10 pièces par établissement. De même, le parc de supports muraux ne peut être inférieur à 2 supports par établissement.

L'établissement se charge d'informer le titulaire dès lors que le parc de maintenance n'atteint plus que la moitié de sa capacité.

Le titulaire procède également à toutes les opérations de vérification qu'il juge nécessaires, pour maintenir le parc d'équipements en spare en état de parfait fonctionnement, y compris la reconfiguration des téléviseurs et télécommandes afin que ces derniers soient déjà préprogrammés pour permettre le cas échéant, un échange rapide de la part du personnel de l'établissement

Le personnel de l'administration pénitentiaire doit pouvoir manipuler, le cas échéant, les téléviseurs, les télécommandes et les cordons coaxiaux, lors des opérations de remplacement.

8.3 - AUTRES TRAVAUX DE MAINTENANCE

Les autres travaux de maintenance liés aux téléviseurs loués, sont réalisées après la mise en service et l'installation des nouveaux téléviseurs sur demande.

Les autres travaux de maintenance hors prix de locations peuvent être réalisés à la demande de la DISP (ou chef établissement) et consistent essentiellement pour le titulaire à :

- échanger des prises TV endommagées ;
- remplacer un téléviseur par un équipement en spare à disposition de l'Établissement ;
- déplacer le support du téléviseur ;
- échanger le support du téléviseur par un support d'un autre type ;
- réaliser des cordons de longueur spécifique ou dotés de connectiques particulières ;
- installer les conduits éventuellement nécessaires au passage du cordon, lorsque le support du téléviseur n'est pas situé à côté de la prise TV ;
- fournir des cordons, RCA et HDMI suivant les besoins et à la demande de l'Établissement.
- revoir la programmation des téléviseurs et de leurs commandes, en cas de diffusion de programmes supplémentaires sur l'antenne collective ou en cas de changement partiel total du plan de fréquences de diffusion.

Dans le cas particulier où le déplacement du téléviseur est envisagé, le titulaire met en place un cordon coaxial sous tubes, obturés à leurs extrémités, de longueur suffisante de manière à ne pas déplacer la prise TV.

8.4 - DESTRUCTION OU DEGRADATION DE TELEVISEURS EN CELLULE

Le titulaire assure l'approvisionnement du spare. La réparation ou le remplacement de la télévision sont inclus dans le coût de la location.

Le taux de casse est estimé à environ 20% par an, sur l'ensemble du parc.

8.5 - FIN DE CONTRAT / ENLEVEMENT DU MATERIEL

Six (6) mois avant l'expiration du contrat, le titulaire évalue financièrement la totalité de ses équipements au sein des établissements pénitentiaires selon la formule suivante :

$$P_r = P_a - (P_1 * N_1)$$

Dans laquelle :

P_r : prix résiduel du Tv ;

P_a : prix à l'achat du Tv ;

P_1 : prix du loyer mensuel du Tv ;

N_1 : nombre de loyer payé.

8.5.1 - Continuité de service

Afin d'assurer la continuité du service de télévision pour les personnes détenues et comme alternative au retrait des postes et matériels en fin de contrat prévus à l'article ci-dessus, le titulaire du marché s'engage à céder au titulaire entrant à la demande du pouvoir adjudicateur, tout ou partie de son parc de téléviseurs pour un prix défini entre les parties, matériels et accessoires compris, à la suite de la notification du marché.

8.5.2 - Délais d'intervention et de maintenance

Le titulaire est tenu de respecter les délais suivants pour les prestations relatives à la maintenance.

Prestations	Délai d'intervention
Demande d'intervention requise suite à une discontinuité du service	48 h de délai maximal pour réaliser le diagnostic et le rétablissement sur site du service
Demande d'intervention requise pour autres motifs, sans discontinuité du service	48 h de délai maximal pour prise en compte de la demande
	72 h à/c de la date de prise en compte de la demande par le titulaire, pour livraison sur site des équipements requis et/ou exécution des prestations demandées.

Les délais de prise en compte et d'exécution sont calculés du lundi 8h au samedi 20 h et ce 6j/7 à partir de la date et heure d'envoi par l'établissement au titulaire, de la demande d'intervention avec accusé de réception ou par messagerie électronique.

Le titulaire doit signifier à l'établissement, par écrit ou par messagerie électronique, sa bonne prise en compte de la demande d'intervention.

Tout dépassement des délais impartis imputable au titulaire est susceptible de faire l'objet des pénalités applicables indiquées à l'article 6 du CCAP.

ARTICLE 9 - GARANTIES

9.1 - GARANTIE DES OUVRAGES

Le titulaire est tenu de fournir une garantie minimale d'un (1) an sur l'ensemble des installations et prestations réalisées, ainsi que sur les équipements fournis.

9.2 - GARANTIE LIEE A L'ACHAT DES TELEVISEURS ET TELECOMMANDES

Dans le cadre de l'achat de téléviseur neuf, une garantie constructeur minimale de 2 ans s'applique au téléviseur et à la télécommande associée.

Une extension de garantie de 2 ans couvrant les pannes et dysfonctionnements peut être demandée.

ARTICLE 10 - LIVRABLES

10.1 - DOSSIER D'EXECUTION

Dans un délai maximal de vingt (20) jours calendaires après la réception de l'ordre de service relatif à l'équipement d'un ou plusieurs établissements, le titulaire doit remettre en 3 exemplaires (papier et électronique) le dossier d'exécution issu du relevé préalable sur site.

Ce dossier doit comporter les documents ci-dessous :

- Le planning détaillé indiquant les différentes étapes de l'installation ;
- Les marques, types, références et quantités des matériels proposés, avec leur localisation ;
- Les fiches techniques de tous les équipements proposés avec adresse des fournisseurs ;
- Les plans d'implantation des supports éventuellement déplacés, dans les différents locaux types ;
- Le devis correspondant établi sur la base du bordereau de prix unitaires.

10.2 - DOSSIER DE RECOLEMENT

Dans un délai de deux (2) semaines calendaires après la réception des installations, le titulaire fournit à la DISP, en deux (2) exemplaires papiers et électroniques, le dossier de récolement des installations, validé par l'administration.

Le dossier de récolement doit inclure :

- les documents du dossier d'exécution mis à jour, suivant les installations réellement réalisées le plan des programmes diffusés précisant les noms et numéros de programmation des chaînes TV et leurs canaux de diffusion ;
- un cahier des références précisant pour chaque équipement, les coordonnées du fournisseur et la référence du produit ;
- les notices de consignes et instructions d'exploitation utiles au fonctionnement et à l'administration de l'ensemble des équipements ;

ARTICLE 11 - ANNEXES

11.1 - ANNEXE 1 – ETAT GENERAL DU PARC DE LOCATION TV AU 14 MAI 2024

11.2 - ANNEXE 2 – CALENDRIER DES OUVERTURES ETABLISSEMENTS AU 16 AVRIL 2024